MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor

Athènes, le 3 novembre 2025

Ambassade de France en Grèce
Service économique régional d'Europe du Sud-Est

GRÈCE

Où en est l'économie grecque, dix ans après le point culminant de la crise ?

Entre 2010 et 2018, la Grèce a mis en œuvre trois plans d'ajustement, soutenue par des financements européens et du FMI, pour un montant total de 290 Md EUR. En contrepartie, les autorités ont dû mettre en œuvre des mesures d'économie et des réformes nombreuses et difficiles, pour remettre la dette publique sur un chemin viable et mettre en place les conditions d'une croissance durable. Sept ans après la fin du dernier plan, la Grèce fait partie des bons élèves de la zone euro et de l'UE en termes de croissance et de finances publiques. Cependant, les défis sont encore nombreux : dépendance énergétique et sectorielle, démographie et compétitivité en berne, inégalités élevées et vulnérabilité au changement climatique.

L'économie grecque est dynamique et l'environnement macroéconomique et financier est assaini

Entre 2018 et 2024, la croissance s'est élevée à 3,9 % en moyenne par an (hors récession de 2020 due à la crise sanitaire)**, contre 2,4 % dans la zone euro et devrait se maintenir au-delà de 2 % en 2025 et 2026.** Toutefois, le PIB reste toujours légèrement inférieur par rapport à son niveau pré-crise de la dette. Depuis la crise, la croissance a d'abord été tirée par la consommation, grâce à la baisse du chômage et l'augmentation du revenu disponible. L'investissement s'est aussi imposé comme un nouveau moteur de la croissance : passant de 13 % du PIB en 2018 à 18 % en 2024, mais en retrait par rapport à la moyenne de la zone euro (21 % du PIB). L'investissement a été stimulé par les fonds européens reçus par la Grèce – depuis la fin de la crise sanitaire, 24 Md EUR ont été décaissés en faveur de la Grèce au titre du Plan national de relance et de résilience (PNRR). Sur le plan sectoriel, l'économie a été principalement tirée par les secteurs du tourisme (malgré la crise sanitaire, le nombre de touristes étrangers a augmenté de plus de 20 % sur 2018-2024 par rapport à 2011-2017) et du transport maritime.

Grâce au dynamisme de l'économie, le taux de chômage a été quasiment divisé par deux, pour atteindre 10 % en 2024, ce qui place néanmoins toujours la Grèce en avant-dernière position dans le classement européen (après l'Espagne). Les politiques et réformes menées par les gouvernements successifs ont également permis d'accompagner le retour à l'emploi : abaissement des cotisations sociales, lutte contre le secteur informel, incitations en faveur du travail des femmes et des jeunes, etc. Le taux d'emploi a progressé de près de 10 points depuis 2018, mais il reste nettement inférieur à la moyenne européenne – 63 % pour la Grèce contre 71 % au niveau européen. Le gouvernement anticipe un taux de chômage à 8,6 % en 2026.

Des résultats impressionnants ont été obtenus dans le domaine des finances publiques. Hors crise de la Covid, des excédents budgétaires ont été dégagés tous les ans depuis 2018, représentant en moyenne 2,5 % du PIB – grâce **(i)** aux réformes et aux économies réalisées par les gouvernements successifs, qui sont aujourd'hui pérennisées par une gestion prudente des finances publiques ; **(ii)** au dynamisme de la croissance, **(iii)** aux progrès réalisés par l'administration fiscale – la lutte contre la fraude permettrait de collecter 2 Md EUR d'impôts et taxes supplémentaires par an ; et **(iv)** au niveau de l'inflation. Ces dernières années, l'excédent primaire a toujours été supérieur aux prévisions du budget – il devrait atteindre 3,6 % du PIB en 2025, contre 2,4 % inscrit dans la loi de finances. En conséquence, la dette publique a diminué de 40 points au cours des sept dernières années, pour atteindre 150 % du PIB à fin 2024 – avec une trajectoire à 145 % du PIB en 2025 et 138 % du PIB en 2026. Ces résultats se sont traduits par une amélioration continue de la notation souveraine du pays, qui est progressivement repassée dans la catégorie investissement : *S&P* en octobre 2023, *Fitch* en décembre de la même année et *Moody's* en mars 2025. Sur les marchés, l'écart de taux de la Grèce (par rapport à l'obligation souveraine à 10 ans de l'Allemagne) atteint 0,65 point – soit une performance proche de l'Espagne (0,51) et meilleure que l'Italie (0,76).

Après la mise en place des plans de sauvetage successifs et le renforcement de la supervision, l'assainissement du secteur financier se poursuit, en particulier dans le secteur bancaire, illustré par le taux de prêts non performants, qui a atteint 3,8 % à fin 2024, son niveau le plus bas depuis l'entrée de la Grèce dans la zone euro, mais

toujours élevé par rapport au reste de la zone (2,3 %). La (re)privatisation des banques se poursuit. Ces dernières années, les banques ont profité du dynamisme de l'économie et d'une concurrence limitée pour accroitre leur solidité financière.

Malgré ces bons résultats, de nombreuses fragilités persistent

Le niveau de l'inflation est élevé, ce qui pèse sur le pouvoir d'achat. Si l'inflation était contenue au sortir du troisième plan d'ajustement (0,8 % en 2018), elle a fortement augmenté en 2022 avec le déclenchement de la guerre en Ukraine (9,3 % en moyenne sur l'année). Après avoir nettement ralentie et s'être stabilisée autour de 3 %, l'inflation est repartie à la hausse au second trimestre 2025 (3,7 % sur un an en juillet) sous la pression des prix de l'immobilier, de l'énergie (électricité en particulier) et dans une moindre mesure des produits alimentaires. Pour 2025, l'inflation devrait dépasser 3 %, avant de refluer en 2026 (2,2 % selon le projet de loi de finances). Cette nouvelle poussée d'inflation est de nature à affecter le pouvoir d'achat, qui ne s'est pas amélioré par rapport au reste de l'UE depuis la fin de la crise – 83 % de la moyenne européenne actuellement.

La balance des transactions courantes est déficitaire, traduisant la dépendance de la Grèce aux importations de biens. Depuis 2018, le déficit courant a triplé, pour atteindre 15 Md EUR en 2024. Cette détérioration est principalement attribuable à la balance commerciale des biens, dont le déficit est passé de 23 Md EUR à 36 Md EUR sur la période (hors facture énergétique et livraisons de navires). Alors que l'excédent de la balance des services a progressé de 17 %, pour atteindre 23 Md EUR – illustrant l'importance des secteurs du tourisme et du transport maritime pour l'économie. Le creusement de la balance courante est aussi le signe du dynamisme de l'économie, plus gourmande en biens de consommations et d'équipement. Le déficit de la balance des revenus primaires s'est fortement dégradé sur la période (+150 %) avec l'augmentation du remboursement des prêts des bailleurs (mais à des conditions financières avantageuses) et avec un impact limité sur le solde courant (2,6 Md EUR en 2024).

La productivité de la Grèce est faible, du fait d'un manque d'investissement important et prolongé, d'une démographie en déclin et des barrières à l'entrée de certains marchés et secteurs. S'agissant de l'investissement, les mesures prises par le gouvernement visent à rendre l'épargne plus attractive, en recyclant cette dernière dans le financement de l'économie et en attirant davantage d'investissements étrangers dans les secteurs productifs. Par ailleurs, avec 1,4 enfant par femme en moyenne ces dernières années, le taux de natalité de la Grèce est parmi les plus bas de l'UE et depuis 2010 le solde migratoire est largement négatif. En conséquence, la population vieillit et la part en âge de travailler diminue. La concurrence est limitée du fait de barrières à l'entrée sur certains marchés (notamment réglementaires), notamment dans le secteur des services. Le gouvernement a aussi annoncé des mesures visant à investir davantage dans l'éducation et la formation, pour réduire l'écart entre les compétences des Grecs et la demande sur le marché du travail.

Au-delà des problèmes de pouvoir d'achat, la répartition de la richesse et des fruits de la croissance vient alimenter des revendications sociales. Au cours des sept dernières années, la part des Grecs qui vivent en risque de pauvreté ou d'exclusion a diminué de 3 points, moins vite que la moyenne européenne, pour atteindre 37 % – la troisième moins bonne place au sein de l'UE, derrière la Roumanie et la Bulgarie. Par ailleurs, les inégalités ont légèrement diminué (le coefficient de Gini est passé de 32,3 à 31,8), mais moins rapidement que dans les autres pays de l'Union – où la Grèce est passée de la septième à la sixième place.

Les effets du changement climatique se font fortement ressentir depuis plusieurs années (sécheresse, incendies et autres évènements climatiques extrêmes) **et les besoins d'investissement pour y faire face sont estimés à 436 Md EUR d'ici 2050.**